

ZOOMMED



LE RÉSEAU DE COMMUNICATION DES PROFESSIONNELS DE LA SANTÉ AU SERVICE DU PATIENT

RAPPORT DE GESTION PAR LA DIRECTION

Ce rapport de gestion explique les états consolidés intermédiaires du résultat net et global, les variations de la situation financière et des flux de trésorerie consolidés de ZoomMed inc. pour les périodes closes le 30 novembre 2013 et le 30 novembre 2012. Il doit être lu dans le contexte de l'information fournie par les états financiers non audités et consolidés et par les notes y afférentes aux 30 novembre 2013 et 30 novembre 2012. De plus, certains résultats d'opération, variations de la situation financière et flux de trésorerie sont comparés avec les données de l'exercice financier clos le 31 mai 2013.

Cette analyse de la direction a été complétée en fonction des informations disponibles au 17 janvier 2014. Cette analyse reflète la situation financière de ZoomMed inc. et ses filiales (la « société »).

Toutes les données financières contenues dans cette analyse ont été dressées selon les Normes internationales d'information financière (« IFRS »), telles qu'elles ont été publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »). Tous les montants sont exprimés en dollars canadiens.

Ce rapport de gestion peut contenir des informations et des déclarations, de nature prospective, relatives à la performance future de la société. Ces déclarations sont effectuées sur la base de suppositions et d'incertitudes ainsi que sur la meilleure évaluation possible des événements futurs par la direction. Ainsi, les lecteurs sont avisés que les résultats réels peuvent être différents des résultats anticipés.

Ce rapport de gestion et les états financiers consolidés intermédiaires ont été soumis au comité d'audit et approuvés par le conseil d'administration.

DESCRIPTION DE L'ENTREPRISE

ZoomMed inc. (« ZoomMed ») a été constituée le 24 février 2005 en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions.

ZoomMed inc. et ses filiales (la « société ») se consacrent au développement et la commercialisation d'une gamme étendue d'applications informatiques destinées aux professionnels de la santé.

La société a développé le « Prescripteur ZRx », une application technologique Web innovatrice permettant aux médecins d'utiliser un appareil sans fil, tel que les iPhone™, iPad™, Google Android™ ou ordinateurs, pour générer rapidement des prescriptions. Puisqu'il est un produit autonome, il peut être facilement intégré à n'importe quelle application de Dossier Médical Électronique (DMÉ).

Le réseau de communication ZoomMed est une plateforme d'échange d'informations cliniques entre les médecins et l'ensemble des autres intervenants du secteur de la santé, tels que les pharmaciens, spécialistes, compagnies pharmaceutiques, assureurs privés, laboratoires, cliniques spécialisées et autres. L'amélioration de la communication et de la gestion qui s'ensuit rehausse l'efficacité du système de soins de santé et permet aux patients d'obtenir un service plus rapide et plus sécuritaire.

La société offre « PraxisLab » un nouveau logiciel de gestion de laboratoire qui améliore tous les aspects de la préparation des ordonnances et de la gestion complète des dossiers patients des pharmaciens. PraxisLab utilise les protocoles et les normes informatiques les plus récents.

La société détient 50 % des actions votantes et participantes dans la coentreprise américaine EvEMR inc. qui commercialise, à travers l'Amérique du Nord, un système de Dossier Médical Électronique (DMÉ) s'adressant à tous les professionnels en soins de santé comportementale. Ce DMÉ propose une solution simplifiée pour classifier et catégoriser les critères diagnostiques et recherches statistiques des troubles mentaux spécifiques du DSM-5, (Manuel diagnostique et statistique des troubles mentaux), un outil d'aide à la décision clinique basé sur les lignes directrices en psychiatrie et produit du matériel éducatif pour les patients, directement au point de services. Il s'agit d'un produit modulaire construit autour d'un générateur intelligent de notes-cliniques.

De plus, depuis le 23 octobre 2012, la société détient 50 % des actions votantes et participantes dans la coentreprise EvEMR International qui a été mise sur pied pour la distribution des produits s'adressant aux professionnels en soins de santé comportementale à travers le monde.



Les actions ordinaires de ZoomMed inc. se transigent sur le marché de la Bourse de croissance TSX à Toronto, sous le symbole ZMD.

L'adresse du siège social de la société est 6300 rue Auteuil, bureau 121, Brossard, Québec, Canada, J4Z 3P2.

RÉSULTAT NET ET GLOBAL

INFORMATION INTERMÉDIAIRE SÉLECTIONNÉE PÉRIODE DE TROIS MOIS

RÉSULTAT NET ET GLOBAL	30 novembre 2013	30 novembre 2012
Revenus d'opération	1 057 236 \$	1 301 470 \$
Frais de vente	216 072 \$	214 854 \$
Frais d'administration	350 884 \$	328 234 \$
Frais d'opération	138 022 \$	230 602 \$
Frais de développement	543 486 \$	361 241 \$
Frais financiers	241 653 \$	91 298 \$
Bénéfice (perte) avant quote-part dans des coentreprises	(432 881) \$	75 241 \$
Quote-part dans des coentreprises	(115 203) \$	- \$
Résultat net de base et dilué par action	(0,004) \$	0,001 \$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	130 563 172	130 474 687

INFORMATION INTERMÉDIAIRE SÉLECTIONNÉE PÉRIODE DE SIX MOIS

RÉSULTAT NET ET GLOBAL	30 novembre 2013	30 novembre 2012
Revenus d'opération	1 592 997 \$	2 323 400 \$
Frais de vente	417 379 \$	372 911 \$
Frais d'administration	660 962 \$	702 854 \$
Frais d'opération	338 177 \$	426 424 \$
Frais de développement	1 047 798 \$	670 783 \$
Frais financiers	343 379 \$	176 678 \$
Perte avant quote-part dans des coentreprises	(1 214 698) \$	(26 250) \$
Quote-part dans des coentreprises	(326 978) \$	- \$
Résultat net de base et dilué par action	(0,012) \$	(0,0002) \$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	130 519 171	130 474 687

Les revenus d'opération pour les périodes de trois et six mois closes les 30 novembre 2013 ont connu une diminution expliquée principalement par un contrat de développement terminé en avril 2013.

Les frais de vente sont demeurés stables au cours des deux semestres.

Les frais d'administration ont connu une légère baisse expliquée par la rémunération à base d'action. Au cours de la période de six mois close le 30 novembre 2012 une charge de 107 240 \$ a été imputée à titre de rémunération à base d'action. Aucune charge n'a été imputée au cours de la période de six mois close le 30 novembre 2013.

Les frais d'opération s'élèvent à 338 177 \$ pour la période de six mois close le 30 novembre 2013 comparativement à 426 424 \$ pour la période de six mois close le 30 novembre 2012. La diminution des frais d'opération est en partie attribuable à l'évolution des technologies utilisées qui simplifie le déploiement de nos services, ainsi que la standardisation et l'automatisation des processus de formation de la clientèle.



Les frais de développement totalisent 1 047 798 \$ pour la période de six mois close le 30 novembre 2013 comparativement à 670 783 \$ pour la période de six mois close le 30 novembre 2012. L'augmentation constatée est expliquée principalement par les frais de développement reliés à PraxisLab. Depuis le début de l'exercice financier 2014, PraxisLab a débuté ses opérations. Par conséquent, les frais de développement sont maintenant comptabilisés à la dépense, à l'exception des frais reliés au développement de nouvelles fonctionnalités, lesquels sont capitalisés. Une charge d'amortissement est enregistrée depuis le début de l'exercice 2014. Dans l'ensemble, la charge reliée à PraxisLab représente plus de 325 000 \$ pour la période de six mois close le 30 novembre 2013.

Les frais financiers ont augmenté considérablement au cours de la période de six mois close le 30 novembre 2013 et l'augmentation est en partie attribuable aux frais de financement pour le renouvellement de la débenture ainsi qu'à la variation du taux de change.

La société affiche une perte avant quote-part dans des coentreprises de 432 881 \$ pour la période de trois mois close le 30 novembre 2013 et un bénéfice de 75 241 \$ pour la période de trois mois close le 30 novembre 2012. La société affiche une perte avant quote-part dans des coentreprises de 1 214 698 \$ pour la période de six mois close le 30 novembre 2013 et une perte de 26 250 \$ pour la période de six mois close le 30 novembre 2012. La quote-part dans des coentreprises au 30 novembre 2013 est composée de 50 % de la perte de EvEMR inc. soit 345 217 \$ et 50 % du profit de EvEMR International soit 18 239 \$.

La société a enregistré une perte par action de 0,004 \$ pour la période de trois mois close le 30 novembre 2013 et un bénéfice par action de 0,001 \$ pour la période de trois mois close le 30 novembre 2012. La société a enregistré une perte par action de 0,012 \$ pour la période de six mois close le 30 novembre 2013 et de 0,0002 \$ pour la période de six mois close le 30 novembre 2012.

SITUATION FINANCIÈRE

SITUATION FINANCIÈRE	30 novembre 2013	31 mai 2013
Trésorerie et équivalents de trésorerie	139 319 \$	365 824 \$
Immobilisations corporelles	67 193 \$	91 372 \$
Actifs incorporels	2 824 305 \$	3 025 163 \$
Participation dans une coentreprise	111 067 \$	438 045 \$
Actif total	4 130 809 \$	5 332 774 \$
Revenus reportés	155 379 \$	1 033 110 \$
Dettes (court et long terme)	2 065 875 \$	1 452 178 \$
Capitaux propres	642 751 \$	2 158 988 \$
Capital social	25 463 559 \$	25 438 120 \$

La variation de la trésorerie est principalement liée aux activités opérationnelles et aux activités de développement.

Les immobilisations corporelles connaissent une légère diminution depuis le 31 mai 2013 résultant de la dépense d'amortissement.

Les actifs incorporels ont aussi connu une diminution au cours de la période de six mois close le 30 novembre 2013 et cette diminution est principalement attribuable au début de l'amortissement de PraxisLab en juin 2013.

Au 30 novembre 2013, la participation dans des coentreprises est de 111 067 \$, comparativement à 438 045 \$ au 31 mai 2013. La diminution est expliquée par la perte constatée dans EvEMR inc. au cours du même semestre. La société détient 50 % des actions votantes et participantes de cette coentreprise.

Les revenus reportés totalisent 155 379 \$ au 30 novembre 2013 et 1 033 110 \$ au 31 mai 2013. La majorité des contrats sont pour une durée de 12 mois et doivent être reconnus linéairement sur la durée des ententes, ce qui génère des revenus reportés. La majorité des contrats sont renouvelables au cours du 3^e trimestre.

Au 30 novembre 2013, les dettes à court et long terme totalisent 2 065 875 \$ (1 452 178 \$ au 31 mai 2013) tel que définis à la section « Dette à court et long terme » aux pages 9 et 10.



Les capitaux propres de la société s'élèvent à 652 751 \$ au 30 novembre 2013 et 2 158 988 \$ au 31 mai 2013. La baisse constatée est principalement attribuable à la perte pour la période de six mois close le 30 novembre 2013.

Le capital social de la société a augmenté de 25 439 \$. Le 14 novembre 2013, la société a émis 508 786 actions ordinaires à titre de compensation pour les services de vérification diligente.

FLUX DE TRÉSORERIE ET FONDS PROPRES

INFORMATION INTERMÉDIAIRE SÉLECTIONNÉE PÉRIODE DE TROIS MOIS

FLUX DE TRÉSORERIE	30 novembre 2013	30 novembre 2012
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	(491 381) \$	(258 565) \$
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	489 698 \$	- \$
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(118 506) \$	(89 156) \$
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(120 189) \$	(347 721) \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	139 319 \$	532 886 \$

INFORMATION INTERMÉDIAIRE SÉLECTIONNÉE PÉRIODE DE SIX MOIS

FLUX DE TRÉSORERIE	30 novembre 2013	30 novembre 2012
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	(479 033) \$	(738 409) \$
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	489 698 \$	- \$
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(237 170) \$	(193 419) \$
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(226 505) \$	(931 828) \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	139 319 \$	532 886 \$

Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles ont été de (479 033) \$ pour la période de six mois close le 30 novembre 2013 et de (738 409) \$ pour la période de six mois close le 30 novembre 2012. La baisse est attribuable aux éléments hors trésorerie du fonds de roulement.

Les flux de trésorerie liés aux activités de financement ont été de 489 698 \$ pour la période de six mois close le 30 novembre 2013 et se détaillent comme suit :

- a) La société a émis une nouvelle débenture en remplacement de la débenture convertible, cette transaction a généré un produit net de 155 439 \$.
- b) Le crédit d'impôt à la recherche et développement a été financé par Investissement Québec et a généré une entrée de fonds de 308 520 \$.
- c) La société a émis 508 786 actions ordinaires au prix unitaire de 0,05 \$ l'action ordinaire à titre de compensation pour les services de vérification diligente pour une valeur de 25 439 \$.

Pour la période de six mois close le 30 novembre 2012 aucune activité de financement n'a eu lieu.

Pour les périodes de six mois closes les 30 novembre 2013 et 30 novembre 2012, les activités d'investissement sont liées à l'acquisition d'immobilisations corporelles et à la capitalisation des frais de développement.



La variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie découlant de ces trois catégories d'activités a été de (226 505) \$ pour la période de six mois close le 30 novembre 2013 et de (931 828) \$ pour la période de six mois close le 30 novembre 2012.

PARTICIPATION DANS DES COENTREPRISES

a) EvEMR inc.

La société détient 50 % des actions participantes et 50 % des actions votantes dans la coentreprise EvEMR inc. La date de fin d'exercice de la coentreprise est le 31 décembre.

Les montants globaux respectifs de l'actif courant, de l'actif non courant, du passif courant, du passif non courant, des produits et charges se rapportant à la participation dans EvEMR inc. sont les suivants :

	30 novembre 2013	31 mai 2013
	\$	\$
Actif courant	89 159	552 153
Actif non courant	2 173 052	2 529 925
Total de l'actif	2 262 211	3 082 078
Passif courant	21 880	494 236
Passif non courant	858 027	645 386
Total du passif	879 907	1 139 622
Actif net	1 382 304	1 942 456
Quote-part du profit non réalisé à la vente d'une licence	(1 600 728)	(1 600 728)
Amortissement du profit non réalisé à la vente d'une licence	311 252	44 465
Écart d'acquisition	-	51 852
Participation dans une coentreprise	92 828	438 045
Total des produits	41 548	-
Total des charges	(653 554)	(118 035)
Total du résultat de la période	(612 006)	(118 035)
Quote-part du profit non réalisé à la vente d'une licence	-	(1 600 728)
Amortissement du profit non réalisé à la vente d'une licence	266 789	44 465
Quote-part du résultat net dans une coentreprise	(345 217)	(1 674 298)

b) EvEMR International

La société détient 50 % des actions participantes et 50 % des actions votantes dans la coentreprise EvEMR International. La date de fin d'exercice de la coentreprise est le 31 décembre.

Les montants globaux respectifs de l'actif courant, de l'actif non courant, du passif courant, du passif non courant, des produits et charges se rapportant à la participation dans EvEMR inc. sont les suivants :



	30 novembre 2013	31 mai 2013
	\$	\$
Actif courant	32 323	56 952
Actif non courant	344 877	132 236
Total de l'actif	377 200	189 188
Passif courant	2 176	608
Passif non courant	356 785	188 580
Total du passif	358 961	189 188
Actif net	18 239	-
Participation dans une coentreprise	18 239	-
Total des produits	22 997	4 365
Total des charges	(4 758)	(4 365)
Total du résultat de la période	18 239	-
Quote-part du résultat net dans une coentreprise	18 239	-

LIQUIDITÉS

Pour répondre à ses besoins en capitaux, la société peut envisager des ententes de collaboration ainsi que des financements supplémentaires, publics ou privés pour les affecter à une partie ou à la totalité de programmes particuliers de développement de produits. Les financements privés pourraient comprendre des emprunts et l'émission d'autres titres de participation, ce qui pourrait donner lieu à une dilution pour les actionnaires. Rien ne garantit qu'elle obtienne des fonds supplémentaires. La société gère ce risque en établissant des prévisions de trésorerie détaillées ainsi que des plans opérationnels et stratégiques à long terme. Selon ces prévisions, la majorité des liquidités nécessaires pour les activités d'exploitation proviendront des revenus générés par le Prescripteur ZRx, PraxisLab et le réseau de communication ZoomMed.

ARRANGEMENT HORS BILAN

Il n'y a aucun arrangement hors bilan qui a ou est susceptible d'avoir une incidence sur les résultats d'opération ou sur la situation financière de la société.

PARTIES LIÉES

a) Rémunération des principaux dirigeants

Les principaux dirigeants sont les personnes ayant l'autorité et la responsabilité de la planification, de la direction et du contrôle des activités de la société, y compris les administrateurs et certains cadres. Les principaux dirigeants participent au régime d'options d'achat d'actions. La rémunération salariale des principaux dirigeants pour la période de six mois close le 30 novembre 2013 totalise 230 769 \$ (226 923 \$ pour la période de six mois close le 30 novembre 2012). De plus, le 20 juillet 2012, 1 350 000 options d'achat d'actions à un prix d'exercice de 0,10 \$ pour une période de 5 ans ont été octroyées à ces principaux dirigeants et représentent un coût de rémunération à base d'actions de 54 000 \$.

b) Opérations entre sociétés liées

Un administrateur de la société est associé d'un cabinet d'avocats qui a agi à titre de conseiller juridique de la société. Au cours de la période de six mois close le 30 novembre 2013 un montant de 35 690 \$ (6 461 \$ pour la période de six mois close le 30 novembre 2012) a été versé au cabinet d'avocats.



Au cours de la période de six mois close le 30 novembre 2013, la société n'a facturé aucun montant à une coentreprise. Au cours de la période de six mois close le 30 novembre 2012, la société a facturé à une coentreprise 764 608 \$ à titre d'honoraires de développement de logiciels. Aucune somme n'est due pour les périodes closes les 30 novembre 2013 et 30 novembre 2012.

Termes et conditions des opérations entre parties liées

Les soldes à la fin de la période sont non garantis et sans intérêts, le règlement se fait au comptant. Il n'y a pas eu de garanties fournies ou reçues pour aucun recevable ou payable entre les parties liées. Pour les périodes de six mois closes les 30 novembre 2013 et 30 novembre 2012, la société n'a comptabilisé aucune dépréciation à l'égard des recevables dus par des parties liées. Cette évaluation est faite à chaque période financière en examinant l'état financier de la partie liée et le marché dans lequel la partie liée exerce ses activités.

Ces transactions ont été réalisées selon des modalités équivalentes à celles qui prévalent dans le cas de transactions soumises à des conditions de concurrence normale.

ACTIONS, BONS ET OPTIONS EN CIRCULATION AU 17 JANVIER 2014

Actions ordinaires	135 591 268
Options en vertu du régime d'options d'achat d'actions	9 292 500

NORMES COMPTABLES PUBLIÉES, MAIS QUI NE SONT PAS ENCORE EN VIGUEUR

Instruments financiers

En octobre 2010, l'International Accounting Standards Board (« IASB ») a publié IFRS 9 « Instruments financiers » qui constitue l'achèvement du premier volet d'un projet en trois parties visant à remplacer IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation », par une nouvelle norme. Selon les récentes mises à jour apportées à IFRS 9, une entité qui choisit d'évaluer un passif à sa juste valeur devra présenter la part des variations de la juste valeur de ce passif qui est attribuable aux changements du risque de crédit propre à cette entité dans les autres éléments du résultat global ou dans la perte à l'état du résultat global plutôt que par le biais du résultat net.

Aussi, pour déterminer si un actif financier doit être évalué au coût amorti ou à la juste valeur, l'IFRS 9 a recours à une approche unique qui remplace les multiples règles de l'IAS 39. L'approche préconisée par l'IFRS 9 repose sur la manière dont une entité gère ses instruments financiers et les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels des actifs financiers.

Cette norme s'appliquera aux états financiers des périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2015. Son application anticipée est permise. La société entend adopter cette nouvelle norme à compter de sa date d'entrée en vigueur. La société n'a pas encore évalué l'incidence que pourraient avoir ces nouvelles directives sur ses états financiers consolidés.

Entité publiante

En mai 2011, l'IASB a publié un ensemble de cinq normes portant sur le concept d'entité publiante, soit IFRS 10 « États financiers consolidés », IFRS 11 « Partenariats », IFRS 12 « Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités », IAS 27 « États financiers individuels » et IAS 28 « Participations dans des entreprises associées et des coentreprises ».

Consolidation – IFRS 10 remplace toutes les dispositions précédentes relatives au contrôle et à la consolidation énoncées dans IAS 27 « États financiers individuels » et dans la SIC-12 « Consolidation – Entités ad hoc ». IFRS 10 vient modifier la définition du contrôle et propose une définition unique de la notion de contrôle, qui se caractérise par le fait de détenir le pouvoir sur l'entité et d'être exposé ou de détenir des droits à des rendements variables de cette entité. Le pouvoir s'entend de la capacité de diriger les activités d'une façon qui puisse considérablement influencer sur les rendements. Les rendements doivent varier et peuvent être positifs ou négatifs, ou les deux.



Partenariats – IFRS 11 vient modifier la définition d'un accord conjoint de façon à ce qu'elle n'englobe que deux types d'accords : les activités conjointes et les coentreprises. Aux termes de cette norme, la méthode de la consolidation proportionnelle n'est plus permise pour comptabiliser les entités contrôlées conjointement, et le recours à la méthode de la mise en équivalence est obligatoire pour tous les participants à une coentreprise. Les entités prenant part à des activités conjointes utiliseront une méthode de comptabilisation très similaire à celle qui s'applique actuellement aux actifs conjoints ou aux activités conjointes.

Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités – IFRS 12 établit les exigences en matière d'information à fournir s'appliquant aux entités assujetties aux dispositions d'IFRS 10 et d'IFRS 11, remplaçant de ce fait les exigences d'information énoncées dans IAS 28. Aux termes d'IFRS 12, les entités doivent fournir de l'information qui aide les utilisateurs des états financiers à évaluer la nature, les risques et l'incidence financière des participations de l'entité dans des filiales, des entreprises associées, des accords conjoints et des entités structurées non consolidées.

États financiers individuels – La révision de la norme IAS 27 retire les concepts maintenant contenus dans IFRS 10, pour ne retenir dans la norme IAS 27 que les concepts relatifs aux états financiers individuels.

Participations dans des entreprises associées et des coentreprises – Des modifications ont été apportées à la norme IAS 28 pour incorporer les changements provenant de la publication d'IFRS 10 et IFRS 11, incluant le fait que les coentreprises doivent maintenant toujours être comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence.

Ces normes s'appliqueront aux périodes comptables ouvertes le ou à compter du 1er janvier 2013 et leur adoption anticipée est autorisée. La société entend adopter ces nouvelles normes à compter de leur date d'entrée en vigueur. Elle étudie actuellement les effets éventuels de l'adoption de ces normes sur ses états financiers consolidés.

Évaluation de la juste valeur

En mai 2011, l'IASB a publié la norme IFRS 13 « Évaluation de la juste valeur ». Cette norme améliorera la cohérence et réduira la complexité en fournissant une définition précise de la juste valeur et une source unique pour l'évaluation de la juste valeur et les exigences en matière d'informations à fournir qui s'appliquent à l'ensemble des IFRS. La norme IFRS 13 entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013, et son application anticipée est permise. La société entend adopter cette nouvelle norme à compter de sa date d'entrée en vigueur. La société évalue actuellement l'incidence que pourraient avoir ces nouvelles directives sur ses états financiers consolidés.

ESTIMATIONS COMPTABLES ET JUGEMENTS CRITIQUES

L'établissement d'états financiers consolidés conformément aux IFRS exige fréquemment que la direction fasse des estimations et pose des hypothèses ou des jugements subjectifs à propos d'événements futurs et d'autres questions ayant une incidence sur les montants portés aux états financiers, notamment l'actif, le passif, les produits, les charges et les informations connexes. Ces hypothèses, estimations et jugements sont fondés sur l'expérience, les attentes, les tendances actuelles et d'autres facteurs que la direction juge pertinents lors de la préparation des états financiers consolidés. La direction revoit régulièrement les conventions comptables, les hypothèses, les estimations et les jugements afin de s'assurer que les états financiers consolidés donnent une image fidèle de la situation financière de la société et qu'ils sont établis conformément aux IFRS.

Les estimations comptables et jugements critiques sont ceux qui présentent un risque important d'entraîner un ajustement significatif et qui se rapportent souvent à des questions ou à des résultats par nature incertains et susceptibles d'être modifiés. Par conséquent, la direction souligne le fait que les événements futurs diffèrent souvent des prévisions et des attentes et que les estimations nécessitent régulièrement des ajustements.

Selon la direction, voici les secteurs où les principales conventions comptables ont une incidence sur les estimations comptables et les jugements critiques utilisés dans l'établissement des états financiers consolidés de la société.

Durée d'utilité estimée

La direction estime la durée d'utilité des immobilisations corporelles en fonction de la période pendant laquelle elle s'attend à pouvoir utiliser les actifs. Le montant et l'échéancier des dotations aux amortissements afférentes aux



immobilisations corporelles pour une période donnée sont touchés par les durées d'utilité estimées. Les estimations sont révisées au moins une fois l'an et sont mises à jour si les attentes changent en raison de l'usure physique, de l'obsolescence technique et commerciale.

Actifs incorporels

Les valeurs attribuées aux actifs incorporels amortissables à durée d'utilité déterminée sont établies à partir d'estimations et d'hypothèses importantes.

Afin de déterminer si les actifs incorporels identifiables ont subi une perte de valeur après leur acquisition, la direction procède à des évaluations fondées sur des estimations comprenant notamment les flux de trésorerie futurs ajustés au risque. Les projections de flux de trésorerie sont établies d'après les prévisions de l'entité, la conjoncture et les perspectives commerciales et sont donc par nature fondées sur un jugement. Les hypothèses utilisées dans l'évaluation des pertes de valeur pourraient être modifiées par des événements futurs, ce qui pourrait affecter significativement les résultats d'opération futurs de la société en raison d'une augmentation des pertes de valeur, ou de leur reprise, ou d'ajustements aux charges d'amortissement.

Juste valeur des options d'achat d'actions

La direction doit faire preuve de jugement pour établir la juste valeur des options d'achat d'actions, notamment en ce qui concerne le choix d'un modèle d'établissement de prix, l'estimation de la volatilité du cours de l'action et la durée prévue des instruments sous-jacents. Tout changement visant les estimations ou les données utilisées pour déterminer la juste valeur pourrait avoir une incidence significative sur les résultats d'opération ou les autres composantes des capitaux propres de la société dans le futur.

Aide gouvernementale

La société a le droit de recevoir une aide publique sous la forme de crédits d'impôt et de subventions pour la recherche et le développement. Le montant de cette aide publique est porté en réduction des dépenses correspondantes et du coût de l'actif acquis. Des crédits d'impôt sont accordés pour les dépenses de recherche et de développement admissibles, lesquelles comprennent les frais directs et indirects, ainsi qu'un montant raisonnable de frais généraux. Les subventions sont attribuées sous réserve du respect des termes et conditions des ententes connexes. L'aide gouvernementale est comptabilisée lorsqu'il existe une assurance raisonnable que la société a rempli les exigences du programme de subvention approuvé ou, pour ce qui est des crédits d'impôt, lorsqu'il existe une assurance raisonnable qu'ils seront réalisés.

Continuité d'exploitation

L'évaluation de la capacité de la société de réaliser sa stratégie par le financement de ses besoins futurs en fonds de roulement implique de porter des jugements. La situation actuelle indique l'existence d'une incertitude susceptible de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. De plus amples informations au sujet de la continuité de l'exploitation sont présentées à la note 2 des états financiers.

DETTES À COURT ET LONG TERME

a) Débenture au 30 octobre 2013

Le 30 octobre 2013, la société a émis une nouvelle débenture garantie d'un montant principal n'excédant pas 2 000 000 \$ US (le « Prêt »), dont un montant de 1 664 318,92 \$ US est déboursé. La société a donc procédé au remboursement de la débenture convertible existante au montant de 1 500 000 \$ CDN.

La nouvelle débenture garantie n'est pas assortie d'un droit de conversion, porte un intérêt nominal au taux de 17 % par année et vient à échéance en décembre 2014. Le prêt est remboursable par tranches de 60 000 \$ US mensuellement, débutant le 31 janvier 2014.

Cette débenture est sujette à une prime en actions ordinaires du capital social de la société au prix réputé de 0,05 \$ CDN chacune, conformément à la politique 5.1 de la Bourse de croissance TSX. La valeur totale de la prime ne pourra pas excéder 20 % du montant du prêt.



La société a octroyé au prêteur, en garantie du paiement et de l'exécution des obligations découlant de la convention de crédit, une sûreté en faveur du prêteur grevant l'universalité des actifs présents et futurs de la société, corporels et incorporels. Le tout est sujet à l'approbation finale de la Bourse de croissance TSX et des autres autorités réglementaires.

Sujet à certaines conditions, la débenture est remboursable avant terme, en tout ou en partie, par la société suivant un préavis écrit de 30 jours au souscripteur.

Le tableau suivant partage la débenture entre la portion court terme et long terme en dollars canadiens :

	30 novembre 2013
	\$
Montant initial	1 757 355
Portion court terme	760 248
Portion long terme	997 107

b) Financement par Investissement Québec

Le 31 octobre 2013, la société a conclu une offre de financement pour crédits d'impôt à la recherche et au développement, avec Investissement Québec.

Le financement est réparti comme suit : un montant admissible de 308 520 \$ pour l'année financière 2013 et un montant estimé à 86 670 \$ relativement à l'exercice financier qui se terminera le 31 mai 2014, pour un montant total maximal de 395 190 \$. Le 22 novembre 2013, la société a perçu la somme de 308 520 \$ relativement à la portion admissible pour l'année financière 2013.

Le prêt porte intérêt, pour les portions déboursées, au taux préférentiel majoré de 3 % et est garanti par une hypothèque mobilière de 1er rang d'un montant principal de 395 190 \$ et d'une hypothèque additionnelle de 79 038 \$ pour un total de 474 338 \$.

Le montant de 308 520 \$ est remboursable en totalité à l'encaissement du crédit d'impôt qui est estimé à 400 000 \$ pour l'exercice financier clos le 31 mai 2013.

c) Débenture convertible au 31 mai 2013

Le 30 septembre 2011, la société a émis une débenture convertible garantie pour un montant nominal de 1 500 000 \$, et cette débenture est convertible à la seule discrétion de son détenteur en actions ordinaires du capital social de la société sur la base d'une action ordinaire par 0,15 \$ du montant principal de la débenture convertible. De plus, 10 000 000 bons de souscription ont été émis. Chaque bon de souscription permettra à son détenteur d'acquérir une action ordinaire au prix de 0,15 \$ par action pour une période de 24 mois suivant la date de clôture. La débenture convertible viendra à échéance 24 mois suivant la date de clôture ou à une date antérieure, telle que déterminée selon le mécanisme de rachat. Sujet à certaines conditions, la débenture est remboursable avant terme, en tout ou en partie, par la société suivant un préavis écrit de 30 jours au souscripteur et à la suite duquel le souscripteur peut choisir d'exercer son droit de conversion en tout ou en partie. La débenture convertible porte un intérêt nominal au taux de 15 % par année et vient à échéance en septembre 2013. La débenture convertible est garantie par une hypothèque mobilière sur les actifs de la société et une note promissoire.

Le produit net tiré de l'émission de la débenture convertible a été séparé en une composante passif et une composante capitaux propres, qui représente le montant résiduel attribuable à l'option de conversion du passif en capitaux propres de la société, comme le montre le tableau suivant :

Produit brut de l'émission	1 500 000 \$
Juste valeur de la composante passif à la date d'émission pour un instrument financier similaire non assorti d'un privilège de conversion	(1 425 797)
Juste valeur de la composante capitaux propres	74 203 \$



Les frais d'émission ont été alloués de façon proportionnelle entre la composante passif et la composante capitaux propres. La composante passif de 1 262 140 \$, nette des frais d'émission de 163 657 \$, est mesurée à un coût amorti utilisant la méthode du taux effectif de 25,35 %. La composante capitaux propres de 65 686 \$ nette des frais d'émission de 8 517 \$ est libellée sous composante capitaux propres de la débenture convertible dans les capitaux propres.

La charge d'intérêt sur cet emprunt est calculée par application d'un taux d'intérêt effectif de 25,35 %. La composante passif est évaluée au coût amorti. L'écart entre la valeur comptable de la composante passif à la date d'émission de 1 262 140 \$ et le montant présenté dans l'état consolidé de la situation financière au 31 mai 2013 de 1 452 178 \$ représente le taux d'intérêt effectif moins les intérêts payés à cette date.

Cette débenture a été remboursée en octobre 2013.

RÉGIME D'OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS

Les actionnaires de la société ont adopté une résolution approuvant le régime d'options d'achat d'actions variable de 10 % lors de l'assemblée annuelle et extraordinaire tenue le 29 novembre 2013. Le régime d'options d'achat d'actions prévoit que les modalités et conditions des options et le prix de levée des options seront déterminés par les administrateurs sous réserve des restrictions de prix et autres exigences imposées par la Bourse. L'attribution d'options d'achat d'actions octroyées par le régime ne peut excéder une période de cinq ans et le prix d'exercice doit être acquitté en entier avant l'émission des actions.

Transaction de la période de six mois close le 30 novembre 2013

Aucune transaction n'a eu lieu au cours du premier semestre clos le 30 novembre 2013.

Transaction de l'exercice clos le 31 mai 2013

En juillet 2012, la société a octroyé 3 830 000 options d'achat d'actions permettant à leurs détenteurs d'acquérir 3 830 000 actions ordinaires à un prix d'exercice de 0,10 \$ l'action pour une période de cinq ans.

La juste valeur des options octroyées au cours de l'exercice clos le 31 mai 2013 a été estimée à la date d'attribution au moyen d'un modèle d'évaluation d'options de Black & Scholes en fonction des hypothèses suivantes :

Date	20 juillet 2012
Quantité	3 830 000
Valeur de l'action	0,045 \$
Rendement prévu de l'action	Néant
Volatilité prévue	158 %
Taux d'intérêt sans risque	1,15 %
Durée prévue	60 mois

Le coût de rémunération à base d'actions pour le régime représente une charge non récurrente de 153 200 \$ pour l'exercice clos le 31 mai 2013.

INFORMATION SECTORIELLE

La société est organisée en deux secteurs primaires qui sont les zones géographiques Canada et États-Unis.

Informations relatives aux principaux clients

Les produits des activités ordinaires résultant de transactions avec trois clients franchissent un seuil de 10 % du total des produits des activités ordinaires. Ces trois clients représentent respectivement 336 963 \$, 446 067 \$ et 500 000 \$ des revenus totaux de la société pour la période de six mois close le 30 novembre 2013. Pour la période de six mois close le 30 novembre 2012, les produits des activités ordinaires résultant de transactions avec trois clients franchissaient un seuil de 10 % du total des produits des activités ordinaires. Ces trois clients représentaient respectivement 339 731 \$, 554 438 \$ et 764 608 \$ des revenus totaux de la société.



Au cours de la période de six mois close le 30 novembre 2013, les produits des activités ordinaires provenant de plusieurs clients du secteur Canada de la société représentent 1 592 997 \$ soit 100 %. Pour la période de six mois close le 30 novembre 2012, les produits des activités ordinaires provenant de plusieurs clients du secteur Canada de la société représentaient 1 558 792 \$ soit 67 %.

Informations relatives aux produits

Les produits provenant de clients externes, présentés précédemment, proviennent des contrats signés auprès des compagnies pharmaceutiques et des honoraires de développement.

Ils peuvent être analysés selon les regroupements suivants :

	30 novembre 2013	Canada	États-Unis	Total
Produits				
Produit des opérations		1 592 997	-	1 592 997
	30 novembre 2012	Canada	États-Unis	Total
Produits				
Produit des opérations		1 558 792	764 608	2 323 400

RISQUES ET INCERTITUDES

La société, par le biais de ses instruments financiers, est exposée à divers risques sans pour autant être exposée à des concentrations de risque. La société est principalement exposée au risque de crédit, au risque de taux d'intérêt, au risque du marché, au risque de liquidité et au risque de personnel clé.

a) Risques associés aux instruments financiers

Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque de perte financière pour la société si un débiteur manque à son obligation. Ce risque provient principalement du crédit que la société consent à ses clients dans le cours normal de ses activités.

Des évaluations de crédit sont effectuées de façon continue et l'état consolidé de la situation financière tient compte d'une provision pour mauvaises créances. Aucune évaluation qualitative n'a été faite, la direction ayant évalué que le risque de crédit n'était pas significatif.

Risque de change

Le risque de change correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des cours des devises.

Dans le cours normal de ses opérations, la société est exposée au risque lié aux variations de taux de change du dollar américain.

Au 30 novembre 2013, la société détient les soldes suivants en dollar américain converti : l'encaisse de 539 \$ et la débenture de 1 757 355 \$. Au 31 mai 2013, les soldes en dollar américain convertis étaient l'encaisse de 290 603 \$ et les comptes clients de 925 800 \$.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est présent en période de fluctuation des taux et lorsque des écarts sont prévus dans l'appariement des flux monétaires entre les actifs et les passifs.

La société n'a pas de dette qui porte intérêts à des taux variables. De plus, elle investit en partie ses liquidités, à taux garanti, dans des instruments financiers. Ces instruments financiers constituent un risque minimum pour la société.



Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente le risque que la société éprouve des difficultés à s'acquitter de ses obligations liées aux passifs financiers. La société est exposée à ce risque principalement en regard de ses créiteurs et de sa débenture convertible.

Pour répondre à ses besoins en capitaux, la société peut envisager des ententes de collaboration ainsi que des financements supplémentaires, publics ou privés pour les affecter à une partie ou à la totalité de programmes particuliers de développement de produits. Les financements privés pourraient comprendre des emprunts et l'émission d'autres titres de participation, ce qui pourrait donner lieu à une dilution pour les actionnaires. Rien ne garantit qu'elle obtienne des fonds supplémentaires. La société gère ce risque en établissant des prévisions de trésorerie détaillées ainsi que des plans opérationnels et stratégiques à long terme. Selon ces prévisions, la majorité des liquidités nécessaires pour les activités d'exploitation proviendront des revenus générés par le Prescripteur ZRx, PraxisLab et le réseau de communication ZoomMed.

b) Autres risques

Risque du marché

Les rendements futurs de la société dépendent du maintien de la popularité de ses produits existants et de sa capacité à développer et à introduire sur les marchés visés des produits en mesure d'être acceptés et de satisfaire les préférences des clients. La popularité de n'importe quel produit peut être affectée selon les changements dans les préférences des clients ou par l'introduction de nouveaux produits concurrentiels, sur les marchés visés. Le développement de nouveaux systèmes et la distribution de ceux-ci dans les marchés visés exigent des investissements importants.

Risque du personnel clé

Le recrutement et la rétention de personnel qualifié sont essentiels à la réussite de la société. Elle est d'avis qu'elle a réussi à recruter de l'excellent personnel pour l'aider à atteindre ses objectifs, mais avec la croissance de ses activités, il est possible qu'elle ait besoin de personnel clé additionnel dans les domaines administratifs, de la recherche et développement, ainsi que de la mise en marché. Bien que la société croie qu'elle pourra attirer et retenir du personnel qualifié, il n'existe aucune garantie à cet effet.

ÉVÈNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DE CLÔTURE

En conformité avec la débenture signée le 30 octobre 2013, la société a émis, le 16 janvier 2014, 4 607 795 actions ordinaires du capital social de la société à titre de prime, au prix réputé de 0,05 \$ l'action. Cette prime en action a fait l'objet d'une approbation par la Bourse de croissance TSX conformément à la politique 5.1.

INFORMATION ADDITIONNELLE ET CONTINUE

La société diffuse ses états financiers consolidés, ses rapports de gestion, ses communiqués de presse ainsi que tout autre document réglementaire, via la base de données SEDAR, à l'adresse Internet suivante www.sedar.com.

